Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 28 (2002)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2001, 123 pages

Mirko Marr, Vinzenz Wyss, Roger Blum, Heinz Bonfadelli, *Journalisten in der Schweiz. Eigenschaften, Einstellungen, Einflüsse*, Konstanz: UVK Medien, 2001, 324 pages

Sociologie du journalisme : étudier les transformations d'une profession qui écrit et vend la réalité

La profession journalistique est un objet privilégié de critiques et de louanges, qui portent aussi bien sur les rapports de soumission ou de dénonciation qu'elle noue avec les pouvoirs politiques et économiques, sur les fonctions qu'elle devrait remplir dans un contexte démocratique et sur le contenu des « produits » qu'elle offre. Elle l'est particulièrement dans la période actuelle qui se caractériserait par l'importance inédite de nouvelles formes de communication et d'information. Poser un regard sociologique sur cette profession s'avère donc utile pour mieux saisir les fondements sociaux des appréciations ambivalentes qui sont portées sur elle.

Sociologie du journalisme et *Journalisten in der Schweiz* sont des ouvrages de synthèse dont l'objectif est d'éclairer le fonctionnement du milieu journalistique et les caractéristiques socio-professionnelles des journalistes, et de questionner leurs transformations. L'intérêt de ces travaux dépasse largement les frontières étroites de la sociologie des médias. En effet, la contribution des médias à la mise à l'agenda des problèmes, à la publicisation des enjeux socialement pertinents est une dimension soulevée de plus en plus fréquemment dans tous les domaines des sciences sociales. Pour les chercheurs, il importe dès lors d'avoir des médias et de ceux qui y travaillent une vision plus précise que les jugements généraux qu'ils portent comme consommateurs sur la qualité des « produits journalistiques ». De plus, la sociologie des journalistes et du journalisme ouvre sur une problématique connexe, celle de la sociologie des professions. Les deux ouvrages ici recensés mettent en évidence la diversité des approches à travers lesquelles un univers professionnel peut être appréhendé. Se référant à des contextes nationaux et des traditions d'analyse différents, ils invitent à réfléchir aux difficultés soulevées par la comparaison internationale des champs professionnels.

Sociologie du journalisme présente avec clarté et didactisme les axes principaux autour desquels s'articulent les travaux des vingt dernières années sur le journalisme en France et dans les pays anglo-saxons. De manière nuancée, Erik Neveu discute leurs questionnements et leurs résultats, il propose de nouvelles interrogations empiriques et théoriques. Cet état des recherches est découpé en six chapitres thématiques : « Genèse d'une profession », « L'espace des

journalismes aujourd'hui », « Journalistes au travail », « L'écriture journalistique », « Les pouvoirs du journalisme », « Crises et renouvellement du journalisme ».

L'ouvrage *Journalisten in der Schweiz* constitue un autre type de bilan. Il présente les résultats d'une enquête collective qui avait pour objectif de donner une image représentative de la situation professionnelle des journalistes en Suisse. Cette recherche a été menée à partir de 2000 questionnaires auprès de journalistes et d'une quarantaine d'entretiens complémentaires avec des responsables de médias, sur le mode des enquêtes quantitatives étrangères qui n'avaient pas encore d'équivalent pour notre pays. Elle décrit les caractéristiques socio-professionnelles de ceux qui pratiquent le métier (âge, sexe, formation), elle cerne les représentations qu'ils ont de leur rôle, de leurs pratiques et des changements qui affectent leur univers professionnel. A travers un traitement quantitatif des auto-représentations, des perceptions et opinions livrées par les interviewés, les auteurs cherchent à rendre compte des transformations de la société de l'information et des médias qui sont résumées ainsi dans l'introduction de la problématique : « *(...) die Technisierung und Beschleunigung der Kommunikationsprozesse, die Segmentierung und Fragmentierung der Angebote und der Publika, die Kommerzialisierung der Massenkommunikation und die Instrumentalisierung des Journalismus durch öffentliche Akteure mit Hilfe von Public-Relations-Strategien* » (p. 27). Dans cette optique, la deuxième partie du livre examine comment les acteurs sont confrontés aux nouvelles technologies et à de nouvelles formes de marketing et de management dans les rédactions.

Ces ouvrages renvoient, de façon plus ou moins problématisée, à plusieurs thèmes centraux pour la sociologie du journalisme et pour la sociologie des professions. Nous en retiendrons deux : d'une part l'homogénéité et l'hétérogénéité de la profession, d'autre part les logiques et les contraintes dans lesquelles elle s'exerce.

Dès lors qu'ils ne conçoivent plus chaque profession comme une entité unifiée remplissant une fonction sociale particulière, les sociologues des professions développent leurs analyses pour montrer comment s'agrège et/ou se divise une «communauté professionnelle », comment elle tient ensemble tout en se diversifiant. Ils étudient les catégorisations et les spécialisations qui caractérisent le groupe et son histoire, ils examinent si elles sont propres à un contexte national ou se retrouvent dans plusieurs espaces nationaux.

Abordant explicitement cette problématique, Erik Neveu souligne dans certains chapitres les schèmes pratiques et discursifs qui caractérisent l'ensemble de la profession. Dans d'autres passages, il pointe les structurations et les hiérarchies internes du milieu journalistique, en dressant à partir de la situation française une « cartographie » succinte des « galaxies » qui le composent. Il indique que les rythmes et les modalités de travail sont relativement variables au sein de la profession, que les logiques de fonctionnement, le prestige et les rémunérations diffèrent selon les médias (médias audiovisuels/presse écrite/agences de presse; médias nationaux/locaux; médias publics/privés). Les auteurs de l'enquête suisse notent eux en introduction que le profil général de la profession est assez similaire à celui que l'on trouve dans les pays voisins, ce qui est loin d'être évident vu notamment la diversité des voies de formation. Dans la suite de leur travail, ils font état de différenciations au sein de la profession mais sans véritablement les expliciter plus avant et sans thématiser d'éventuelles différences entre régions linguistiques. Ainsi, les divisions entre types de médias présentées dans les tableaux statistiques sont des variables prises en compte surtout pour assurer la représentativité de l'échantillon. Peu de commentaires montrent en quoi elles seraient au principe de la diversité d'opinions et de pratiques exprimées par les journalistes. Le matériel recueilli semblait pourtant bien se prêter à une telle analyse.

Deuxième aspect intéressant la sociologie du journalisme et des professions : dans l'étude d'un domaine professionnel, en l'occurrence du journalisme, comment faire la part entre une analyse focalisée sur les relations à l'intérieur de ce domaine et une analyse se concentrant sur les rapports avec «l'extérieur» ? A supposer que cette frontière interne/externe puisse être tracée... Dans cette perspective, l'enjeu théorique et empirique consiste à rendre compte des structures de dépendance et d'autonomie qui s'établissent entre différents secteurs professionnels et à montrer que l'autonomisation et la professionnalisation de chaque secteur passent principalement par l'invention de modalités de fonctionnement et de compétences propres.

Erik Neveu aborde ce questionnement en décrivant les contraintes et les tensions à travers lesquelles les journalistes sont reliés à d'autres agents et univers professionnels. Il revisite par là les thématiques bien balisées des rapports que les journalistes entretiennent avec leurs publics et leurs sources, ainsi qu'avec les pouvoirs politiques et économiques. Sur ce dernier plan, il ne se contente pas d'une description classique des connexions entre « élites » journalistiques, politiques et économiques. Il met très bien en évidence que le pouvoir des journalistes tient fondamentalement au fait qu'ils participent à la construction d'une vision du monde social et à la légitimation de certains agents politiques, culturels et économiques. La soumission du champ journalistique à une logique économique du profit et de l'audience est évoquée à travers les contraintes qu'elle fait peser sur les conditions de travail et l'offre journalistique.

Dans l'enquête suisse, le regard est plutôt tourné sur le versant interne de la « communauté ». C'est à travers les perceptions des journalistes que nous saisissons comment ils sont confrontés à la diversité et à la fragmentation des publics et, point intéressant, de quelles données en fait peu élaborées ils disposent pour les connaître. De même, l'intégration dans les rédactions de nouvelles formes de marketing et de management, dimension à laquelle les rapports entre journalisme et économie sont résumés, est appréhendée à travers les descriptions des enquêtés. L'évolution vers une conception et une gestion plus « économicistes » des médias est en quelque sorte décrite et acceptée comme inéluctable. Les tensions entre logique journalistique et logique économique sont ainsi relativisées voire éludées. Les relations entre milieux journalistiques et milieux politiques sont quant à elles quasiment pas abordées dans cette enquête, comme si elles étaient secondaires face aux « pressions » économiques.

On retiendra donc l'intérêt comparatif de la lecture conjointe des deux ouvrages. Elle offre des points de vue d'ensemble, parfois complémentaires parfois antagonistes, sur la profession journalistique et ses transformations. Elle permet d'apprécier la pertinence respective des approches et des démarches.

Muriel Surdez
Département de Sociologie et médias
Université de Fribourg, Miséricorde
1700 Fribourg

Jérôme Ballet, L'exclusion : définitions et mécanismes, «Collection Logiques sociales» Paris: L'Harmattan, 2001, 255 pages

Dans son ouvrage, Jérôme Ballet tente une définition de l'exclusion. En partant des diverses approches et du flou qu'elles engendrent, il nous invite à appréhender l'exclusion comme une privation de droits. L'exclusion est dès lors un cumul de difficultés (santé, logement, emploi, etc.), ainsi que le résultat de diverses inégalités face aux droits, à leur accès, et à la capacité des individus de les réaliser. Pour insister sur le fait que l'exclusion relève de processus, cet économiste étudie enfin deux mécanismes, l'un lié au chômage de longue durée, l'autre lié au capital social.

Dans la *première partie* de l'ouvrage, l'auteur présente la notion d'exclusion d'un point de vue conceptuel et analytique. En effet, le terme d'*exclusion* recouvre diverses réalités, parfois difficiles à analyser. L'auteur s'attache à retracer le parcours des différentes approches de l'exclusion, tout en mettant en évidence le manque de définition et le flou engendré dans l'analyse.

Une première particularité du concept tient à sa double dimension économique (dénuement matériel) et sociale (rupture du lien social). Dès lors, les situations de *pauvreté* et d'exclusion se recouvrent en partie, mais ne peuvent être confondues. La différence qui existe entre pauvreté et exclusion réside dans les relations qu'entretiennent les pauvres et les exclus avec le reste de la collectivité. Certaines personnes exercent un emploi stable et se trouvent malgré tout en situation de pauvreté[1]. Entre les exclus et le reste de la société, il y a une rupture. L'exclusion se distingue également de la *précarité* en ce que cette dernière traduit une idée de fragilité ou un état accentué de risque de pauvreté.

D'autres concepts sont au cœur des analyses de l'exclusion :

- L'*inadaptation* renvoie aux responsabilités de l'individu ou de la collectivité. Deux positions sont possibles dans ce contexte : soit l'inadaptation est le fait de l'individu, de son appartenance à une famille ou à une communauté spécifique, ce que l'auteur nomme thèse culturaliste; soit l'inadaptation provient de causes externes telles que le marché du travail, les systèmes de formation, les modes de régulation étatiques, définie comme position structuraliste.
- *L'employabilité établit le lien entre exclusion et marché du travail.* L'employabilité est mesurée traditionnellement par la probabilité de sortie du chômage (d'entrée dans l'emploi). Cependant, le concept a évolué dans le sens d'un processus. Il se réfère de plus en plus à un itinéraire ou une trajectoire. La notion d'employabilité renvoie dès lors à deux éléments. Le premier est une forme d'employabilité économique : âge, qualification, sexe, etc. Le second correspond à une forme d'employabilité sociale : comportement, savoir-être, relations.
- La *vulnérabilité* exprime la probabilité d'entrée au chômage. La vulnérabilité devient une probabilité accrue de se trouver en situation d'exclusion. Elle est synonyme de précarité, en y incluant une multidimensionnalité. Elle renvoie principalement à des combinaisons de précarité d'emploi et de précarité de revenu. Il s'agit ainsi d'étudier les positions intermédiaires, et de comprendre comment l'on passe d'une situation intermédiaire à une situation d'exclusion. Ce sont les trois zones que distingue Robert Castel[2] : zone d'intégration, zone de vulnérabilité, zone d'exclusion. Les indicateurs de situations de vulnérabilité peuvent être l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, l'analyse du risque de pauvreté ou de risque de chômage, le développement des emplois temporaires.

Si la vulnérabilité constitue une zone frontière, l'exclusion se caractérise par la conjonction de deux phénomènes : une situation durable de pauvreté simultanée à une stabilité hors du champ de l'emploi ou du marché du travail.

La *deuxième partie* de la publication tente une définition de l'exclusion ainsi que le repérage des inégalités menant à l'exclusion. « L'exclusion est une privation de droits réels

1 Caritas Suisse, Les working poor en Suisse : ils sont pauvres, et pourtant ils travaillent, Lucerne, 1998; Streuli Elisa, Les « working poor » en Suisse : étude de la problématique, de l'ampleur du phénomène, et de ses causes, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2001.

2 Castel Robert, Les métamorphoses de la question sociale, Fayard, Paris, 1995.

dans une société à un moment donné », telle est la définition de l'exclusion proposée par Jérôme Ballet. Celui-ci insiste en particulier sur la référence au processus, dont l'aboutissement est la rupture du lien social.

Etablir une définition de l'exclusion à partir de la privation des droits suppose de définir ce que l'on entend par droits. Tout d'abord, il s'agit de droits *individuels*, dans le sens où ils sont attribués et utilisés par des individus. Ces droits sont également potentiels et/ou conditionnels, ce qui pose la question de l'*accès* aux droits. Enfin, les droits potentiels peuvent être purement formels. La démarche consiste justement à discuter des droits potentiels *réels*, c'est-à-dire ceux que l'individu peut réellement utiliser. Si la liberté formelle correspond au droit de faire, la liberté réelle exige en plus le pouvoir de faire. L'utilisation des droits individuels doit enfin être associée à l'analyse de la *capacité* d'accès à ces droits.

L'adoption d'une telle définition permet de mettre en évidence plusieurs formes d'inégalités :

- le fait de ne pas avoir les mêmes droits (*inégalité de droits*),
- la différence dans l'accès aux droits (*inégalité dans l'accès aux droits*),
- les capacités à transformer les droits en biens (*inégalités dans les capacités de réalisation de ces droits*).

Nous pouvons désormais étoffer la définition en disant qu'« *une personne sera considérée en situation d'exclusion si elle ne peut pas à un moment donné bénéficier effectivement des droits réels considérés comme minimum dans une société donnée* » (p. 95).

L'implication de la différence entre droits formels et droits réels peut être illustrée ici à partir du droit au travail. Si le droit au travail est un droit uniquement formel, alors ne pas travailler ne constitue pas un facteur d'exclusion. Si le droit au travail est un droit réel, alors ne pas en bénéficier constitue un élément d'exclusion. La capacité à transformer un droit formel en droit réel vient délimiter l'ensemble des droits réellement disponibles. Le revenu est un élément clé dans les possibilités de transformation des droits. De ce fait, le chômage, en tant que perte de revenu, peut jouer un rôle non négligeable. Cependant, l'exclusion est surtout marquée par le cumul des difficultés. De plus, pour les personnes touchées se posent les problèmes d'accès ou de réalisation des droits. Enfin, des pratiques de discrimination renforcent ces problèmes de réalisation.

La *troisième partie* de l'ouvrage fait office d'illustration des deux parties précédentes. L'auteur met en évidence deux éléments liés à la définition de l'exclusion : le chômage abordé dans sa forme la plus poussée par le chômage de longue durée, et les liens sociaux abordés sous la question du capital social.

Si nous nous penchons sur la problématique du chômage, nous pouvons constater qu'il existe une relation cyclique entre chômage et *chômage de longue durée*. De cette analyse ressort un mécanisme d'enclavement dans le chômage, autrement dit une extrême difficulté pour les populations concernées à sortir de cette situation.

Outre la rupture avec le monde du travail, la *rupture des liens sociaux* avec le reste de la collectivité est la seconde dimension de l'exclusion. La notion de capital social est ici centrale, elle représente « l'ensemble des relations d'un individu avec le reste de la collectivité ». Dans ce cadre, deux processus sont analysés : les phénomènes de reproduction, au sein des membres d'un ménage, et la rupture du lien social, illustrée par le sans domicile fixe.

Diverses conclusions de l'auteur invitent à réfléchir sur des pistes d'action. Tout d'abord, il semble possible d'envisager un seuil de capital social qui délimite la capacité à s'insérer. Le passage du seuil devient alors une priorité du point de vue des politiques sociales. D'autre part, le capital social est substituable à d'autres formes tel le capital humain (la formation, par exemple). Enfin, la détérioration du capital social constitue une explication de la persistance du taux de chômage.

Deux types d'actions simultanées sont par conséquent nécessaires pour réduire cet enclavement. S'il est important de construire un dispositif favorable à la reprise d'activité pour les chômeurs de longue durée, ce dispositif doit également permettre de rompre avec l'isolement social. Ainsi, la politique économique et la politique de l'emploi ne suffisent pas à régler le problème. Une politique sociale centrée sur la construction de contacts et d'aide passagère en cas de choc semble essentielle.

L'auteur effectue une bonne synthèse des approches de l'exclusion, et parvient à donner une définition originale de l'exclusion à partir des droits. Cela lui permet de distinguer des notions souvent confondues telles que pauvreté, précarité, vulnérabilité. Ce faisant, il ne résout pas toutes les difficultés. Il s'agit en particulier de définir quels sont ces « droits considérés comme minimum dans une société donnée » dont il parle. Comment concrètement définir ces droits ? Y a-t-il tout simplement consensus concernant ces droits minimum ?

Si l'on prend l'exemple du travail, nous pouvons nous demander si Ballet ne passe pas un peu rapidement du travail comme norme sociale au travail comme droit individuel. La définition des droits comme un « ensemble de normes sociales au sein d'une collectivité, reconnues pour mener à bien son projet de vie » nous mènent, concernant le droit au travail, à une position plus normative qu'opératoire.

L'auteur a l'avantage de mêler le regard de l'économiste au regard sociologique, ce qui est un enrichissement certain, surtout compte tenu de la problématique étudiée. Toutefois, à la lecture, l'ouvrage se révèle parfois hermétique du fait de modélisations difficiles à lier au reste de la discussion. De plus, certains concepts sociologiques sont utilisés de manière superficielle, à l'exemple de l'opposition faite entre culturalisme et structuralisme concernant le débat sur l'inadaptation.

Les synthèses que l'on retrouve tout au long de l'ouvrage sont très utiles pour comprendre les arguments et faire les liens entre les éléments. Ceci d'autant plus que ces liens ne sont pas toujours clairement établis dans le texte.

Les conclusions de l'ouvrage sont intéressantes à plus d'un titre. D'une part, l'auteur insiste sur l'isolement social des personnes en situation d'exclusion, ce qui invite à mener des actions sociales non seulement dans le sens de la reprise d'activité, mais également à se concentrer sur le capital social et humain de la personne. D'autre part, il remet la politique sociale au centre du débat, en l'ajoutant aux deux politiques censées résoudre pour certains les questions d'exclusion : la politique économique et la politique de l'emploi. Reste la difficulté de définir ce seuil de capital humain à dépasser pour espérer s'insérer.

Emilio Pitarell
CFPS – Centre de formation pédagogique et sociale , Rue de Gravelone 5
Case postale 2133, 1950 SION 2 Nord
www.cfps.vsnet.ch

Alfred J. Gebert, Hans-Ulrich Kneubühler, Qualitätsbeurteilung und Evaluation der Qualitätssicherung in Pflegeheimen. Plädoyer für ein gemeinsames Lernen, Bern u. a.: Verlag Hans Huber, 468 Seiten

Mit der Einführung des neuen Krankenversicherungsgesetzes (KVG) in der Schweiz im Jahre 1996 ist Bewegung in die Gesundheitsversorgungsinstitutionen gekommen. Sämtliche Leistungserbringer sind nun verpflichtet, ihre Leistungsqualität zu Evaluieren und Instrumente zu deren Verbesserung in den Betrieb zu implementieren. Während Spitäler, Ärzte und Pharmazeuten schon seit langem bestimmten kontrollierbaren professionellen Standards im Sinne der *good medical practice* unterworfen waren, sind Alten- und Pflegeheime, auch verschiedene andere Institutionen, beispielsweise in den Bereichen Sucht und Sozial-

integration, mit diesem Anspruch erstmals konfrontiert.

Gebert und Kneubühler liefern eine Synopse der zur Zeit in der Schweiz verwendeten Qualitätssicherungssysteme, ergänzt mit Forschungsergebnissen aus Deutschland und den USA. Die Implementation solcher Systeme in den Betrieb von Heimen verursacht bei diesen einen Mehraufwand, sowohl bezüglich Arbeit wie auch bezüglich externer Kosten. Diese Konstellation birgt die Gefahr, dass die Institutionen selbstreferentielle Qualitätssicherungssysteme bevorzugen, die auf das Erheben harter Daten, insbesondere von Morbidität und Mortalität, möglichst verzichten. Dies geschieht zu Gunsten von weichen Parametern, die im Grunde die Sicht der Betriebsleitung auf den Betrieb und, wenn's hoch kommt, die Zufriedenheit des Personals spiegeln.

Bei den Anbietern und Abnehmern solcher Systeme sind Gebert und Kneubühler kurz nach Erscheinen ihres Werkes bereits auf ungewöhnlich grosses Interesse gestossen, welches vom wütenden Aufschrei sich betroffen fühlender Systemkonstrukteure (so etwa Karl Frey in einer Beilage zu Heft 11/2001 der Fachzeitschrift Heim) bis zur begeisterten Unterstützung in der kritischen Heimlandschaft reichen.

Das Buch hat weniger die Entwicklung soziologischer Theorie zum Zweck als deren Anwendung *in praxi* zu fördern. Diesem Anspruch jedoch wird es mehr als gerecht.

Der wissenschaftlich interessierte Leser hätte vielleicht mehr quantitative Daten erwartet, er wird aber kompensiert durch eine gründliche qualitative Analyse der Heimsituation und der Möglichkeiten der Qualitätssicherung und -verbesserung. Quantitative Daten sind allerdings in der Schweiz kaum greifbar, es gibt hier keine Morbiditätsstatistik und die Gesundheitsökonomie steckt in den Kinderschuhen.

Der Praktiker erhält mit diesem Buch eine gründliche gesellschaftswissenschaftliche Spiegelung der institutionellen Situation im Heimpflegebereich. Insofern ist der Untertitel «gemeinsam Lernen» auch Programm, fordern die Autoren doch eine Beteiligung aller Gruppen an dem Prozess der Qualitätssicherung anstelle einer blossen Legitimation des *status quo* gegenüber den Versicherern und der Öffentlichkeit, die vor allem aus vielleicht falsch verstandenem Interesse der Institutionsleitungen geboren wird.

Das Buch ist ein schönes Beispiel für fruchtbare Soziologie in der Praxis und sei allen empfohlen, die sich in Wissenschaft und Praxis mit Heimen beschäftigen. Es ist ein herzhaftes Plädoyer für das Fruchtbarmachen der gesetzlichen Forderung nach Qualitätsmanagement im Gesundheitswesen – selbst wenn dies auch vermehrten Einsatz von Personal und Finanzmitteln in den Institutionen bedeutet – und gegen einen unkritischen Umgang mit den verständlichen Legitimationsbedürfnissen der Betreiber von Heimen.

Josef Estermann
Orlux Sozialforschung, Zentralst. 30
6002 Luzern, orlux@centralnet.ch

Claudio Besozzi, Illegal, legal – egal? Zur Entstehung, Struktur und Auswirkungen illegaler Märkte, Bern u. a.: Verlag Haupt, 2001, 218 Seiten

Besozzi legt eine komprimierte sozialwissenschaftliche Analyse illegaler Märkte und deren Grundlage vor. Sein Grundansatz ist dekonstruktiv: Die Saga von der alles durchdringenden, hochintegrierten «Mafia», welche die illegalen Märkte beherrsche und dadurch den Staat, die Zivilgesellschaft und die legale Wirtschaft ernsthaft bedrohe, klopft er gründlich auf ihren Wahrheitsgehalt ab, dem Gespenst «Organisierte Kriminalität» schaut er unvoreingenommen unter das Nachthemd.

Die verschiedenen Märkte sind im zweiten Kapitel *Die illegalen Märkte* auf einigen Seiten entlang der Kategorie der durch sie befriedigten Bedürfnisse oder angebotenen

Güter (Genuss, wirtschaftliche Vorteile sowie Macht und Gewalt) und der Kategorie der Verbotsratio (Ethik, Wirtschaft sowie Gesundheit) dargestellt. Die Kategorie der Verbotsratio erscheint dabei nicht sonderlich trennscharf und führt nach Ansicht des Rezensenten eher zur Verwirrung. Diskutiert werden Drogenhandel, Menschenhandel (Sklaverei, Sexindustrie, Kinderhandel), Waffenhandel und Handel mit Falsifikaten. Blosse Erwähnung finden Schutzgelderpressung, Hehlerei und illegale Abfallentsorgung. Geldwäsche fällt nicht unter Besozzis Begriff des illegalen Marktes. Für alle Gebiete finden sich umfassende Hinweise auf weiterführende Literatur. Wichtig ist der Hinweis Besozzis, dass illegale Märkte zeitlichen und örtlichen Restriktionen unterliegen und letzten Endes der politische Wille über das Bestehen eines illegalen Marktes entscheidet. Nicht diskutiert wird die definitorische Differenz eines illegalen Marktes gegenüber illegalen Praktiken in legalen Märkten.

Der weiterführende analytische Teil des Werks, der die grundlegenden Strukturen illegaler Märkte aufzeigen will, stützt sich fast ausschliesslich auf den illegalen Drogenmarkt (Kapitel 3 *Die Struktur der illegalen Märkte* und Kapitel 4 *Organisierte Kriminalität und wirtschaftliche Rationalität*). Diese Fokussierung ist nicht von der Hand zu weisen, da es sich beim Drogenhandel bezüglich Umsatz und öffentlicher Aufmerksamkeit um den wesentlichen Markt handelt. Ausserdem ist in diesem Teilbereich auch die Datenlage am besten. Eine stärkere Kontrastierung mit den illegalen Märkten für Menschen und Arbeitskraft oder Waffen wäre allerdings wünschbar gewesen, stehen diese Märkte doch bezüglich sozialer Bedenken keinesfalls hinter den Drogenmärkten zurück und sind umsatzmässig bedeutend. Immerhin bezeichnet Besozzi im Kapitel 7 *Legale und illegale Ökonomie* den Sklavenhandel als historische Keimzelle illegaler Märkte. Kapitel 5 und 6 beschäftigen sich mit Produktion, Umsatz, Profit und Auswirkungen.

Besozzi kommt zum Schluss, dass illegale Märkte nicht vertikal integriert, sondern von Unternehmen verschiedener Grösse besetzt sind. Sie reagieren auf Preis- und Qualitätsschwankungen, die Nachfrage ist nicht durch die angebotsseitigen Bedingungen gebunden, monopolistische Strukturen fehlen. Langfristige Profite und der Zufluss von «mafiösen» Geldern in die «*upperworld*» seien gering. Angaben von Vertretern der Strafverfolgungsbehörden über die Höhe der Gewinne aus illegalen Märkten bezeichnet Besozzi schlichtweg als Phantasie-Zahlen. Jedenfalls hat er mit der Bemerkung vollkommen recht, dass sich «schmutziges» Geld in der legalen Ökonomie nicht anders verhält als «sauberes». Trotz seiner dekonstruktiven Grundhaltung verleugnet Besozzi den sozialen Schaden von Kinderhandel, Waffenhandel etc. an keiner Stelle, sondern kritisiert die willkürliche Grenzziehung zwischen legalen und illegalen Märkten und die Externalisierung der Verantwortung für die Phänomene an die bösen Kriminellen.

Ausgehend von der These Besozzis, dass die Bedrohung der legalen Ökonomie durch illegale Profite aus illegalen Märkten ein gesellschaftliches Konstrukt ohne materielle Grundlage sei, wäre noch eine genauere Analyse der Rolle der Konstrukteure dieser Realität, insbesondere im Zusammenhang mit Gesetzgebung und Strafverfolgung, durchzuführen. *Illegal, legal – egal?* ist ohne Zweifel eine anregende Lektüre.

Josef Estermann
Orlux Sozialforschung, Zentralstr. 30
6002 Luzern, orlux@centralnet.ch

Gerhard Wagner, Auguste Comte zur Einführung, Hamburg: Junius, 2001

Am Namensvater der Soziologie scheiden sich die Geister. Auguste Comte gilt als Begründer soziologischen Denkens ebenso wie als verwirrter Kopf des 19. Jahrhunderts, dessen Schriften der Gegenwart nichts mehr zu sagen haben. Als eine Art Un-

klassiker scheint er zuweilen im Kuriositätenkabinett der Soziologiegeschichte zu verstauben. Indes sind sowohl im deutschen, französischen und angelsächsischen Raum in jüngster Zeit Monographien erschienen, die sich mit Comtes wissenschaftsgeschichtlicher Aufarbeitung und Einschätzung erneut befassen, ja eine eigentliche Re-Thematisierung Auguste Comtes anstreben. Es muss etwas in diesem Namen drängen, das die Auseinandersetzung um sein Werk nicht hat zum Stillstand kommen lassen und immer wieder zum Aufflackern bringt.

Entsprechend weckt eine Einführung in Auguste Comtes Werk und Leben (1789–1857) die Aufmerksamkeit, zumal sich der Autor, Gerhard Wagner, der Eigentümlichkeit und Schwierigkeit des Werkes von Comte sehr wohl bewusst ist und diesbezüglich auch stringent Position bezieht. Allerdings erscheint eine Einführung in ein umstrittenes Werk von kaum überschaubarem Umfang als schier unüberwindliches Unterfangen. Comte schrieb zu viel, meinte Norbert Elias; Comtes Schriften wiesen eine verwirrende Vielfalt auf, die nicht nur mit einer bestimmten geistesgeschichtlichen Tradition eng verhaftet bleibt, sondern stets auch den wechselhaften Zeitumständen unmittelbar antwortet. Mit dem vorliegenden Essay verfolgt Wagner gleichermassen eigenwillig wie überzeugend eine eigene Vorstellung des Einführungs-Konzepts: nicht eine Kompilation der Schriften, sondern die Wieder-Einführung eines ernstzunehmendes Werks in die gegenwärtigen Auseinandersetzungen, das die Kritik bestimmter etablierter, gegenwärtiger soziologischer Paradigmen erst ermöglicht. Dies macht den Aufsatz keineswegs nur für jene interessant, die das Denken Auguste Comtes kennenlernen wollen.

Wagners Weg der Rekonstruktion von Comtes Werk führt unmittelbar in die Realpolitik der französischen Revolution, danach aber tief ins Mittelalter. Doch Ausgangspunkte für das Verständnis des Comteschen Lebenswerks bleiben für Wagner das gesellschaftliche und geistesgeschichtliche Umfeld der französischen Revolution. Bereits eine frühe programmatische Schrift, der *plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société* (1822), den Comte den ausbrechenden, postrevolutionären Wirren und despotischen Stabilisierungsversuch eigentlich entgegenschrieb und der zu einem Bruch Comtes mit seinem früheren Mitarbeiter Saint-Simon führte, enthielt nach Wagner ein «System in der Nussschale», das gleichsam Kristallisationskern für sämtliche späteren Werke bildete. Das ist eine anspruchsvolle These. Denn die ungeheure Menge von Schriften, die der seinen eigener Ansicht nach geistige Vater der Soziologie wie einer neuen Okzidentalen Republik verfasste, enthält zumindest aus heutiger Sicht, Bizarres zuhauf. Oft dient denn Comtes Biographie dazu, die verwirrende Vielfalt seiner Schriften überhaupt als «Werk» erscheinen zu lassen: man sucht in seinem Leben nach Traumata, Brüchen, Enttäuschungen, um die späten Absonderlichkeiten psychologisierend zu erklären, die den Theoretiker der Wissenschaften dazu führten, eine neue Religion zu verkünden und sich als ihr Papst zu sehen. Gerhard Wagner wählt einen anspruchsvolleren Weg als die biographierend-psychologisierenden Erläuterung von Comtes Werk; er sucht nach Spuren einer inhärenten Rationalität im Werk selbst. Freilich wäre der Sinn eines solchen Unterfangens fraglich, sollte damit nur die Diagnose von Comtes späteren «Wahnsinn» als verfehlte Interpretationsleistung aus dem Blickwinkel der Gegenwart entlarvt werden. Wagner versucht auf diese Weise vielmehr die Konsequenz jener soziologischer Episteme aufzuzeigen, die sich mit Comtes Werk durchsetzen und im Spiegel des Vergangenen sich zur Kenntlichkeit entstellen.

Welcher Plan durchzieht damit Comtes gesamtes Werk, der in der besagten Schrift angekündigt wurde? Wogegen richtet er sich, welche Ziele verfolgt er? Und in welcher Form geistert er noch heute in soziologischer Theorie? Durkheim hatte schon gesehen, dass die Überwindung des anar-

chischen postrevolutionären Zustandes ausschlaggebendes Moment von Comtes Schaffen war, doch Wagner belässt es nicht dabei, sondern er untersucht darüber hinaus genau jene Bedingungen der radikalen Umgestaltung der symbolischen Ordnung des Ancien Régime, die mit der 1791 in Kraft tretenden Verfassung als «Ordnungsmodell des Bürgertums» in die Despotie und Wirren der nachrevolutionären Zeit führten, die Auguste Comte überwinden wollte und dabei erst die Idee der Soziologie hervorbrachte. Comte sah bekanntlich den Weg dazu weder in der Restauration der alten Ordnung noch im blinden Vertrauen auf den Fortschritt, dem er sich doch aber verpflichtet fühlte.

Doch «Fortschritt» im Sinne der Aufklärung ist nur dann sinnvoll, wenn er auch wieder Stabilität und Ordnung ermöglicht, und zu dessen Zweck muss er hinsichtlich seiner Logik begriffen werden. Den bürgerlichen Fortschrittstheoretikern warf Comte vor, dass sie in der Kritik vergangener Zustände verharrten und diese nicht als Erkenntnisreservoir analysierten. So seien auch die beiden «Dogmen bürgerlichen Bewusstseins», die «Gewissensfreiheit» und «Volkssouveränität» lediglich als kritische Instanz konzipiert, die selbst keine stabile Gesellschaft ermöglichen könnten. Vonnöten ist aber eine positive Konzeption der Gesellschaft, die nicht nur die alten Zustände überwindet, sondern auch den neuen Stabilität zu verleihen vermag. Diese setzt vornehmlich das Begreifen und Akzeptieren jenes wesentlichen Bruchs voraus, der mit der mittelalterlichen Trennung der Welt in eine geistige und weltliche Gewalt sich ereignete: denn damit entstand nicht nur die Idee der Volkssouveränität, sondern dieses Spaltung setzte auch Staat und Gesellschaft ohne integrierendes transzendentales Dach einer «geistlichen Gewalt» frei. Damit sind für Comte der Keim der Anarchie, Despotie zum einen, Pöbelherrschaft zum Andern bereits angelegt. Doch Comte lässt diesen Zerfall der symbolischen und sozialen Ordnung im postrevolutionären Frankreich als Bestandteil einer evolutionären dialektischen Bewegung erscheinen, bei der die Revolutionswirren lediglich ein Zwischenstadium darstellen, das nach Aufhebung in eine neue Ordnung strebt. Was muss aber in einer solchen utopischen Ordnung hinzukommen, damit das neue Stadium nach einem dialektischen Durchschreiten von Fortschritt und Ordnung, bei der der geistig integrierende Überbau verlustig geht, die Stabilität des katholischen Mittelalters wieder erreichen kann?

Die Antwort erscheint aufgrund einer solchen rationalisierenden Erläuterung des Werks, die Wagner vornimmt, zwingend, beinahe trivial: es braucht eine neue geistige Gewalt, welche die «sittliche Autorität» des Gemeinwesens wieder herstellt, eine geistige Gewalt aber, die nicht mehr von den Ressourcen des metaphysischen oder gar theologischen Stadiums zehren kann und dennoch ihre Orientierung an der Stabilität des Katholizismus, vor dem Zerfall seiner Autorität, finden kann. Freilich, trotz aller Entwicklungslogik, Comte sah, dass dieses neue allgemeine «Gedankensystem» sich nicht von alleine durchsetzte. Die neue Ordnung bedurfte einer Avantgarde, die sie postuliert und trägt, und diese Avantgarde konnten nur aufgeklärte Gelehrte bilden. Neben der Konzeption eines integrierenden Prinzips der okzidentalen Republik musste folglich Comte aktiv in die Politik eingreifen. Die christliche Religion des mittelalterlichen Europa bildete für Comte das Vorbild für die neue Republik, und in dieser erkennt er das Prinzip der Liebe, von allen theologischen Zwängen befreit, als jene Instanz, welche den «sozialen Kitt» für die neue Gesellschaft bilden könnte. Allerdings konnte dieses Prinzip nicht mehr im Christentum verwurzelt werden, dessen Gedankensystem ja unhintergehbar überwunden war. Comte griff deshalb auf die Geschlechterordnung zurück, um der Liebe eine gesellschaftliche Basis zu verleihen: dem Weiblichen sei das Fühlen, der soziale Instinkt zugeordnet gegenüber dem Prinzip des Denkens der Gelehrten und dem Handeln der

Proletarier. Unter dem Dach einer positiven Religion der Humanität werden diese drei Instanzen vereint, Elias spricht von einer «Zwangsidee» Comtes, alle Dinge in Dreierserie erscheinen zu lassen, und die verlorene Stabilität auf neuer Basis eigentlich neu hervorgebracht.

Angesichts dieses Entwurfs einer utopischen Gesellschaft und Comtes Versuch, sie auch in Paris durchzusetzen, steht Wagner nun aber vor seiner grössten Herausforderung, in Comtes Werk einen rationalen Kern freizulegen. Denn mit der Ausrufung der okzidentalen Republik und der neuen Religion der Humanität, als deren Papst sich Comte ausersehen hatte, seiner grotesk anmutenden Verehrung der zur Maria-Figur stilisierten Geliebten, der expliziten Begrüssung der Abschaffung der parlamentarischen Demokratie und der Installation einer Diktatur nach dem Staatsreich 1851, ist im allgemeinen jener Punkt erreicht, mit welcher Comtes Werk nunmehr unter psychopathologischen Gesichtspunkten abgehandelt wird. Anders geht Wagner vor, indem er materialreich zeigen will, wie sehr die Zeit konfus und befremdlich war und nicht unbedingt Auguste Comtes Denken. Es fragt sich allerdings, ob mit der Darstellung der Liebe zu Clotilde de Vaux, die wesentlich mit dem mariengleichen Status der Frau in Comtes Gesellschaftsentwurf einhergeht, nicht die Grenzen der Rationalisierungsversuche erreicht sind, wenn Wagner diese zelebrierte Liebe als einen «Selbstversuch» beschreibt, «den der Philosoph anstellte, um ein Theorieprogramm in der Praxis zu testen», in dem «Liebe eine besondere soziale Funktion besass» (79). Demgegenüber hatte Wolf Lepenies Comtes «Clotilde-Kult» noch gerade umgekehrt als «systematische Kompensation einer unerfüllten Leidenschaft» gedeutet, einer Leidenschaft, die letztlich dazu führte, dass Comte sein ganzes theoretisches System hin zu einer Religion umkrempelte.

Mit dem Topos des «Selbstversuchs» über eine fatale Verehrung hat Wagner entgegen vieler Deutungen das Bild eines Auguste Comte geschaffen, der Lebenswerk und Theorie bis ins letzte Detail nach rationalen Gesichtspunkten inszeniert hat. Es ist müssig, darüber zu streiten, wie adäquat eine solche Rekonstruktion letztendlich ist; Wagner hat allerdings in den knappen Raum erstaunlich viel beigebracht, um seine These einer das Werk durchziehende Rationalität zu stützen. Entscheidend bleibt aber, wofür Wagner diese Konstruktion gebraucht, um gegenwärtige Theorie zu verstehen, denn darin bemessen sich der soziologische Wert und die Aktualität von Comtes Werken.

Wagners These einer lohnenden Lektüre von Auguste Comtes Schriften für das Verständnis aktuell diskutierter Theorien gründet in einer zweifachen Operation, welche die basalen Elemente von Comtes Schaffen nochmals hervorhebt. Zum einen zeigt er, dass die unterschiedlichen gesellschaftlichen Ordnungen, die Comte in seiner Stadientheorie erscheinen lässt, «Exemplare einer Gattung» bilden und damit die grundlegende Evolutionstheorie letztendlich nach wie vor, trotz aller Entsagungen an das metaphysische Zeitalter, der Geschichtsphilosophie im Kleide der Soziologie verhaftet bleibt. Zum anderen legt er fest, dass die Soziologie letztlich für Comte ein bloss politisches Mittel zu einem Endzweck darstellt. Indem die real existierenden gesellschaftlichen Ordnungen nur Exemplare einer Gattung sind, so postuliert Wagner, liegt in ihnen ein Moment der willentlichen Auflösung der synchronen Koexistenz von Ordnungen und Kulturen inne, die sich in dem Feld der verschiedensten (nationalen) Kulturen äussert. Das «Endziel» der «Okzidentalen Republik» muss also notwendigerweise die umfassende «Weltgesellschaft» sein, die durch die Evolution der Ordnungen, oder wenn man will, Systeme gleichsam entstehen muss, die Pluralität der Dinge eigentlich zum Verschwinden bringend. An diesem Punkt nun sieht Wagner den zunächst überraschend anmutenden Anschluss an gegenwärtig diskutierte Theorien, von Durkheim über Parsons bis zu Luhmann.

Zwar sei dort vom Dreistadiengesetz nicht mehr viel zu hören, doch die «Zwangsläufigkeit der Entstehung eines die ganze Menschheit umfassenden welteinheitlichen Gesellschaftssystems» (97) sei in diesem Ansatz unschwer identifizierbar. Gerade Parsons und Luhmann sei es geschuldet, dass dieser gesellschaftliche Evolutionismus des 19. Jahrhunderts nach wie vor, mit modernistischem Vokabular versehen, in der Soziologie geistert; insbesondere letzterer postuliere auch heute den «Segen eines durchfunktionalisierten welteinheitlichen Gesellschaftssystem nach westlichem Mass, (...) zu dem es keine Alternative gäbe.» Auch wenn Comte nicht mehr erwähnt werde, der Autor nicht mehr gelesen werde, gerade die Lektüre Comte fordere dazu auf nachzuprüfen, «was in den heutigen Theorien wirklich neu und was nur ein Versuch ist, unsere Zeit in Gedanken zu fassen, die der Geschichtsphilosophie des 19. Jahrhunderts entstammen» (99).

Allerdings bezeichnet diese Persistenz als solche ja keineswegs ein Elend, sondern verweist lediglich auf die Existenz einer Denktradition, oder wenn man will, eines Paradigmas in der Soziologie, das sich mit Comte etablierte. Doch für Wagner ist wohl entscheidend, dass sich gerade in Comtes Evolutionismus ein verkapptes Moment dieser Denktradition äussert, nämlich ein bestimmtes autoritäres Moment, die Inkommensurabilität der Erscheinungen einer bestimmten Logik zu unterwerfen, ein autoritäres Moment, das Comte zu einem glühenden Gegner der Demokratie und auch der Menschenrechte werden liess. Wagner hält dem entgegen, dass nicht die Utopie der gesamtgesellschaftlichen Ordnung und der Evolution, die Idee und Wirklichkeit einer Gesellschaft als vereinheitlichte Totalität die eigentliche Herausforderung der gegenwärtigen Soziologie sei, sondern die Heterotopie der Gesellschaftsformen, mit anderen Worten: eine schwieriger zu denkende «prekäre Einheit der Vielheit». Allerdings muss sich Wagner, der eine stark rationalisierende Deutung Comtes Werk präsentiert, die Frage gefallen lassen, ob ein solcher Blick auf die Dinge, der Brüche, Inkommensurabilitäten jedenfalls aber die Existenz von Vielheiten explizit akzeptiert, nicht auch auf das Werk Auguste Comtes selbst sich hätte anwenden lassen; vielleicht erschiene dann Comtes Werk nicht nur als stringenter Entwurf einer Evolutionslogik, sondern auch als ein Projekt, dem Scheitern und Verklärung bereits anfänglich eingeschrieben sind.

Auf jeden Fall sprengt der letzte Teil dieses Essays eindeutig den Rahmen einer konventionellen Darstellung. Allerdings im positiven Sinne: Wagner tritt dem sonst schnell fraglichen Unterfangen von leicht handhabbaren Einführungen in grosse Denker entgegen und arbeitet die Bedeutung eines als verstaubt und absonderlich geltenden Autors einleuchtend für die Gegenwart heraus, indem er gerade Position bezieht und eine These formuliert, über die sich nicht schnell hinweggehen lässt. Es ist zu verzeihen, dass der Raum des schmalen Bändchens doch etwas zu gering erscheint ob der Fülle des Materials, das Wagner zusammenträgt; die Kritik an der gegenwärtigen Soziologie drängt zuweilen eigentlich über den knappen Textraum hinaus, und es ist zu hoffen, das Wagner hier noch nachliefert. Auf alle Fälle ist Wagner ein Essay gelungen, der nicht nur die Relevanz von Comtes Schriften für die Gegenwart hervorhebt, sondern vor allem auch ob der erstaunlich bezugreichen Darstellung der geistesgeschichtlichen Wurzeln gegenwärtigen Evolutionsdenkens zu packen vermag. Und das ist in Anbetracht des schmalen Bändchens doch erstaunlich.

Felix Keller
Universität Zürich, Soziologisches Institut
Rämistrasse 69, 8001 Zürich

Felix Keller, Archäologie der Meinungsforschung. Mathematik und die Erzählbarkeit des Politischen, Konstanz: UVK Verlagsgesellschaft, 2001, 392 Seiten

Nach dem Niedergang der «grossen Erzählungen», die von Nation, Klasse, Stand oder Geschlecht handelten, ist nach Jean-François Lyotard nun das Zeitalter der Souveränität der «kleinen Erzählungen» angebrochen. Felix Keller erzählt eine solche Geschichte über das Faszinosum Meinungsforschung, das nicht unerheblich von der seit ihrer Entstehung mit Vehemenz vorgetragenen Kritik zehrt, gleichzeitig aber auch Ersatz für die grosse Erzählung bietet. Im Mittelpunkt seiner Ausführungen steht folgerichtig die unlösbare Verkettung von unstillbarem politischen Verlangen nach Erkenntnissen der Meinungsforschung mit ihrer ebenso leidenschaftlich artikulierten Ächtung und Verachtung, die bemerkenswerterweise insbesondere von Politikern wie auch von den Medien vorgebracht werden, welche ihrerseits zu den begehrlichsten Kunden der Meinungsforschungsindustrie gehören. Insofern stellt Kellers Buch eine kleine Erzählung dar, da es schlüssig eine Ganzheitsvorstellung darbietet, welche die Koexistenz eines geschätzten zahlengenerierten Derivats von öffentlicher Meinung und dessen radikale wissenschaftliche und politische Negation zwingend begründet.

«Die Meinungsforschungsindustrie vermag systematisch kritisierbare Erzählungen über die politische Gesellschaft herzustellen. Deshalb gibt es Meinungsforschung und deshalb gibt es die Kritik an der Meinungsforschung, und Meinungsforschung und Kritik bilden einen Zusammenhang, der von einer Unmöglichkeit erzählt. So lautet die These dieser Untersuchung» (S. 369). Diese These lässt sich aber nur halten, wenn man darauf verzichtet, die beiden antinomischen Positionen zum fraglichen Wissenschaftscharakter der Meinungsforschung «nach Gültigkeitskriterien» zu bewerten, und konsequent die Hoffnung aufgibt, «dass die beiden Wissensordnungen gleichsam sich ergänzende Perspektiven auf das wie auch immer gefasste ‹Eine› darstellen könnten» (S. 368).

Obwohl die Meinungsforschung also mit dem Anspruch auftritt, basierend auf hinreichend grossen Stichproben, gemäss den Regeln der Wahrscheinlichkeitstheorie die Meinung von Kollektiven ganzheitlich repräsentieren zu können, gerät sie nicht in eine Glaubwürdigkeitsfalle. Aber nicht nur das. Keller zitiert Lyotard, der den kleinen Erzählungen die Eigenschaft zuschreibt, der Delegitimation der Ganzheitsvorstellungen zu entkommen, weil sie per se keinen legitimierenden Wert besitzen. Das sei zuweilen schwer zu ertragen. Und deshalb «gibt es Meinungsforschung.» Getreu seines Ansatzes fährt Keller unmittelbar fort: «Deshalb gibt es die Kritik an der Meinungsforschung» (S. 361). Diese Kritik bezieht sich aber nicht auf die Konstruktion von Kollektivsubjekten, über deren Fiktionalität ja alle bestens Bescheid wissen. Kollektivsubjekte verfügen eben über eine kontrafaktische Überlebensgarantie wie etwa allseits bekannte völkerpsychologische Stereotype auch. Das Publikum weiss auch zu unterscheiden zwischen der öffentlichen Meinung im herkömmlichen Sinn und den Eintagssensationen der Meinungsforschung. Sie dient vornehmlich der Unterhaltung. Keller sieht das klassische Problem der öffentlichen Meinung, die Frage, was sie eigentlich repräsentiere, durch die Meinungsforschung in gewisser Weise gelöst. Die öffentliche Meinung erfährt im Diskurs der Meinungsforschung eine Transformation, wodurch sie allerdings «inkommensurabel» zu allen anders konnotierten Versionen des Begriffs werde. Diese Prozesse stellt Keller mit grossem Aufwand systematisch dar und kommt zu dem Schluss: «die Meinungsforschung bearbeitet nicht präexistierende Rätsel und ein präexistierendes Objekt, sondern generiert, ausgehend von einem institutionell ‹präformierten› Objekt, dem ‹Wahlvolk›, ihre besonderen Fragestellungen und Gegenstände, die alleine ihr eigen sind» (S. 367). An anderer Stelle heisst es

dazu erläuternd, es müsse «von dem Begriff der ‹Meinung› und damit verbunden von der Problematik der Erfassbarkeit von Meinung über das Instrumentarium der Meinungsforschung Abschied genommen werden.» Diese Aussage wird allerdings in einer Fussnote wesentlich erweitert durch ihre Präzisierung im Hinblick auf den potenziellen Nutzen der Meinungsforschung für soziologische Forschungen: «Dies bedeutet allerdings ganz und gar nicht, dass damit verneint würde, dass es unter Umständen dienlich und sinnvoll ist, Ergebnisse der Meinungsforschung als Abbild der Einstellungen oder Meinungen in der Bevölkerung aufzufassen» (S. 262).

Dennoch erringt die Meinungsforschung nicht den Status einer «normalen» Wissenschaft im Sinne Thomas Kuhns, da sie sich – wie auch die Sozialwissenschaften – gegenüber ihrem Objekt nicht schliessen kann. Bevor Keller jedoch zu diesen und vielen anderen Ergebnissen vorstösst, zieht er alle für sein Thema relevanten Register wissenschafts- und erkenntnistheoretischer Kunst. Dabei muss man ihm im Sinne der erwähnten völkerpsychologischen Stereotype als Schweizer zubilligen, dass er sich seinem Ziel sehr bedächtig nähert. Jedoch möchte ich die damit angesprochenen Redundanzen seines Buches als heuristisch gerechtfertigt gelten lassen. Der Text ist geprägt duch einen heute zum Beispiel in der Soziologiegeschichtsschreibung eher selten noch anzutreffenden Stil gediegener Gelehrsamkeit, dem einerseits ärgerlich viele Schreibfehler zusetzen, der andererseits aber durchaus auch ‹flotte› und – was noch besser ist – pointierte Formulierungen zulässt. Dies sei hervorgehoben, weil das Buch auch Charakteristika eines Grundlagentextes oder einer Einführung aufweist, die ja in aller Regel wenig Raum für sprachlich ambitioniertes Schreiben gewähren. Um einen Text dieses Typs handelt es sich, weil er ein auf die spezifische Fragestellung angewandtes wissenschaftstheoretisches und wissenschaftssoziologisches Repertoire bietet, das in einschlägigen universitären Lehrveranstaltungen obligatorisch sein sollte.

Dabei ist Kellers Ansatz unorthodox genug und damit innovativ, um gegenüber bekannten Positionen zum Strukturwandel der Öffentlichkeit nicht den fiktiven historischen Idealzuständen gleichberechtigten öffentlichen Räsonnements nachzutrauern, sondern den Auswirkungen der Meinungsforschungsindustrie auf die Funktionsweisen der öffentlichen Meinung hier und jetzt nachzuspüren. Die in der Einleitung anspruchsvoll ausgewiesene Zielsetzung der Arbeit wird voll eingelöst. «Die Zahlenreihen, welche die Industrie der Meinungsforschung generiert und die von Sozialwissenschaftlern ebenso wie von der breiteren politischen Öffentlichkeit interpretiert werden, bezeichnen [...] eine bestimmte Form von ‹Wissen› über die Gesellschaft, das sich nicht in eine Hierarchie des mehr oder weniger Authentischen, der besseren oder schlechteren Repräsentation der Gesellschaft fügen lässt. Dieses Wissen weist aber ganz bestimmte Eigenschaften auf und besitzt spezifische zu untersuchende Konsequenzen, die erkennen lassen, dass – gerade wegen seiner Spezifität – seine Verwendung in dieser und keiner anderen Form ebenso wenig zufällig ist wie die rasant sich ausbreitende Technologie sich beliebig durch andere Wissensformen ersetzen liesse» (S. 19). Es würde den Rahmen sprengen, wollte man verdeutlichen, mit welchem Einfallsreichtum und welcher Akribie Keller dieses Programm umsetzt. Da er dabei alle Spezialbegriffe aus den herangezogenen Texten (auf produktive Weise) nutzt, wäre es aber hilfreich gewesen, wenn neben dem Namensregister ein Sachregister, eventuell kombiniert mit einem Glossar wissenschaftstheoretischer Begriffe, angelegt worden wäre. Diese Anmerkung sei nicht als überflüssige Mäkelei missverstanden, sie ist langjähriger Erfahrung hinsichtlich des notwendigerweise begrenzten einschlägigen Vorwissens von Studierenden der ersten Semester geschuldet. Denn es erwartet die Leserschaft

wahrlich ein gewaltiges Pensum an wissenschafts-, ideen- und begriffsgeschichtlichen Ausführungen, sowie eine ausführliche Diskussion der Rolle George Gallups und seiner Kritiker, wahrscheinlichkeitstheoretischer Fragen und jener der Mathematisierbarkeit der öffentlichen Meinung, die Entzauberung des Mythos der Repräsentativität und der Fixierung auf eine perfekte Skala. Das alles wird eingebettet in eine Diskussion der erkenntnis- und gesellschaftstheoretischen Konzeptionen des Vordenkers James Bryce sowie von Gaston Bachelard, Loïc Blondiaux, Herbert Blumer, Aaron Cicourel, Michel Foucault, Jürgen Habermas und vielen anderen.

Dabei reicht es Keller aber eben nicht, um ein Beispiel zu nennen, zu zeigen, dass mit Jean Baudrillard Meinungsforschung im Kontext eines Diskurses über die Massengesellschaft als durchaus problemadäquat aufgefasst werden könnte. Ebenso wenig gibt er sich aber auch damit zufrieden, dass etwa jenseits der Vorhersage von Wahlergebnissen repräsentative Stichproben nützliche Hinweise über Tendenzen der öffentlichen Meinung etwa zu Fragen der Sozialpolitik geben können, womit die Meinungsforschung ein gewisses Mass an Autonomie gewonnen habe. Keller greift diese und andere vieldiskutierte Fragen zu Sinn und Zweck der Meinungsforschung auf, mit dem Ziel, deren Oberflächlichkeit zu überwinden. Dies gelingt ihm überzeugend. So greift er die Annahme auf, der Meinungsforschung komme im politischen Feld eine therapeutische Bedeutung zu, da sie das tiefe Bedürfnis nach einer Bestätigung der Existenz der (vermissten) politischen Gesellschaft nachweise. Dies mag durchaus stimmen, aber warum sieht sich dann die Meinungsforschung so harscher Kritik ausgesetzt? «Indem die Tabellen der Meinungsforschung zum Gegenstand einer Debatte avancieren, wird gleichsam, jenseits der konkreten Positionen dieses noch existierende Ideal einer politischen Gesellschaft eigentümlicherweise aktualisiert, und es stellt sich notwendigerweise die Wahrnehmung eines Verlustes, eines Mangels, oder einer Unmöglichkeit dessen ein, was ein politischer Diskurs sein könnte» (S. 359). Und plötzlich tauchen wie Schatten die in den demokratietheoretischen Modellen imaginierten politischen Bürgerinnen und Bürger auf. Darin sieht Keller den tieferen Sinn der Meinungsforschung: «Sie lenkt von einer Unerreichbarkeit ab» (S. 359).

Carsten Klingemann
Fachbereich Sozialwissenschaften
Universität Osnabrück
Adresse:
Wiesenbach 20, D-49152 Bad Essen
Tel.: (0)5472-873

N° 43 2001

SOCIETES CONTEMPORAINES

ANCRAGES/BRASSAGES

ELISABETH CUNIN
LA COMPÉTENCE MÉTISSE
CHICAGO SOUS LES TROPIQUES OU LES VERTUS HEURISTIQUES DU MÉTISSAGE

HÉLÈNE BERTHELEU
LA POLITIQUE CANADIENNE DU MULTICULTURALISME :
CITOYENNETÉ, ACCOMMODEMENTS INSTITUTIONNELS ET ÉQUITÉ

PHILIPPE PIERRE
LES FIGURES IDENTITAIRES DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE
L'EXEMPLE D'UNE ENTREPRISE PÉTROLIÈRE

SUZANNE CHAZAN, ISABELLE WIDMER
CIRCULATION MIGRATOIRE ET DÉLOCALISATIONS INDUSTRIELLES À L'ÎLE MAURICE

ELISABETH LONGUENESSE
CONSTRUCTIONS PROFESSIONNELLES ET LUTTES DE CLASSEMENT EN ÉGYPTE
L'EXEMPLE DES « PROFESSIONS TECHNIQUES APPLIQUÉES »

SECRÉTARIAT DE LA REVUE
INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES - CNRS
59-61 RUE POUCHET, 75849 PARIS CEDEX 17 - TÉL : 01 40 25 10 11 - FAX : 01 42 28 95 44

ABONNEMENTS ET VENTE AU NUMÉRO
L'HARMATTAN - 7, RUE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS
TARIFS POUR 4 NUMÉROS : FRANCE 45,75 €- ÉTRANGER 51,85 €
VENTE AU NUMÉRO : 13,75 € (L'HARMATTAN ET LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES)